



**PRÉFÈTE  
DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **Autorité Environnementale**

**Préfète de département de la Loire**

**Décision de l'Autorité environnementale  
après examen au cas par cas sur le projet de modification  
des conditions d'exploitation**

**(département de la Loire)**

**Présenté par la société ALME Environnement à  
Saint-Priest-En-Jarez**

# DÉCISION n° 17-DDPP-26

en date du 13/01/2026  
à l'issue d'un examen au cas par cas  
en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement

La préfète de la Loire

**Vu** la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

**Vu** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

**Vu** la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance, et notamment son article 62 ;

**Vu** le décret du 30 juillet 2025 nommant Madame Muriel NGUYEN, préfète de la Loire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2025-255 SAT portant délégation de signature à Monsieur Pierre Cabridenc, directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 1er décembre 2025 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°14-DDPP-22 du 10/01/2022 autorisant la société ALME Environnement à exploiter sur la commune de Saint-Priest-en-Jarez une installation de collecte, tri et transit de déchets dangereux ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance des modifications des conditions d'exploitation déposé le 09/12/2025 par la société ALME Environnement et comportant une mise à jour de l'étude de danger « 2024-06-ICPE-01 » ;

**Vu** le dossier de demande d'examen au cas par cas présenté par la société ALME Environnement le 09/12/2025 relatif aux modifications des conditions d'exploitation de son site sur la commune de Saint-Priest-en-Jarez ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 12 janvier 2026 ;

**Considérant** que le projet présenté relève de l'article R122-2-II du code l'environnement ;

**Considérant** que le projet consiste à modifier de manière permanente les conditions d'exploitation avec notamment l'augmentation de la capacité de traitement des déchets, passant de 40 tonnes à 49 tonnes (quantité maximum présente sur site) ;

**Considérant** que les déchets supplémentaires seront stockés au sein d'un bâtiment et ne seront pas à l'origine de rejets d'effluents aqueux ou atmosphériques supplémentaires ;

**Considérant** que les déchets supplémentaires seront stockés au sein d'un bâtiment existant et que les surfaces imperméabilisées restent inchangées

**Considérant** que le site présente des risques d'incendie dont les effets ont été pris en compte dans la mise à jour de l'étude de danger « 2024-06-ICPE-01 » ;

**Considérant** que l'étude de danger a démontré que pour les flux 3 kW/m<sup>2</sup>, 5 kW/m<sup>2</sup> et 8 kW/m<sup>2</sup>, les effets thermiques sont contenus à l'intérieur du bâtiment (entrepôt) ;

**Considérant** que la superficie du bâtiment existant servant au stockage des déchets est suffisante pour accueillir un tonnage de 49 tonnes ;

**Considérant** qu'au regard des constats précédents et compte-tenu des caractéristiques du projet présenté dans la demande, des enjeux environnementaux liés à sa localisation et de ses impacts potentiels, le projet ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

## **DÉCIDE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Le projet relatif à la modification des conditions d'exploiter présenté par la société ALME Environnement sur la commune de Saint-Priest-en-Jarez, 7 impasse de la Bargette, **est dispensé d'évaluation environnementale** en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement.

### **Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs. Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

### **Article 3**

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture de la Loire.

Fait à SAINT ÉTIENNE, le 13/01/2026

Pour la Préfète et par délégation  
Le directeur départemental  
de la protection des populations  
Pierre CABRIDENC

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication sur internet.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux. Tout recours contentieux doit être précédé d'un recours administratif, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif.

Où adresser votre recours ?

- Recours administratif

Madame la Préfète de la Loire  
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, Unité interdépartementale Loire Haute-Loire  
Allée C, 2 avenue Grüner  
42000 SAINT-ÉTIENNE

- Recours contentieux

Tribunal administratif de LYON

Pour la Préfète et par délégation  
Le directeur départemental  
de la protection des populations

Pierre CARRIDENC